



LES SYNTHÈSES DE CEROM - N° 11 - JUILLET 2011

LES COMPTES ÉCONOMIQUES DE LA RÉUNION EN 2010

L'activité peine à redémarrer

Le produit intérieur brut (PIB) de La Réunion, exprimé en monnaie constante, est resté stable en 2010 (-0,2 %).

Après une année 2009 marquée par la crise, l'activité économique n'a pas connu le redressement espéré à La Réunion en 2010 (graphique 1). En valeur, le PIB a augmenté de 2,3 % mais les hausses de prix ont été plus importantes. Ainsi, les prix à la consommation ont crû de 1,5 % en moyenne annuelle, ceux des importations de 3,7 %, en particulier les produits pétroliers (+ 32 %). Au total, la hausse moyenne des prix des composantes du PIB s'établit à 2,5 %.

La consommation soutient l'activité

Sur l'année, le revenu disponible des ménages augmente de 3,5 %, sous l'effet conjugué de hausses de salaires et de prestations sociales versées. La consommation des ménages augmente de ce fait de 3,3 % en valeur et de 1,6 % hors inflation (tableau 1). Elle contribue pour + 1 point à l'accroissement du PIB.

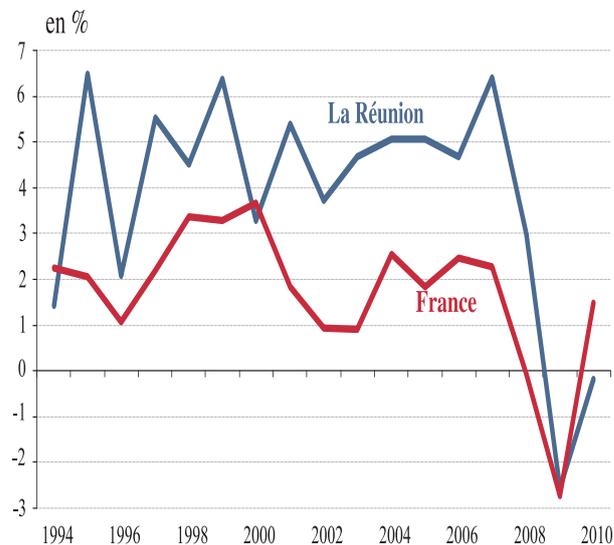
L'emploi salarié marchand se redresse à partir du 2^e trimestre 2010. En moyenne annuelle, il augmente de 0,4 % par rapport à 2009. Dans le même temps, l'ensemble des salaires versés croît de 2,6 %. Les salaires distribués dans le privé ont augmenté plus significativement (+ 2,9 %) que dans le secteur public (+ 2,0 %).

L'ensemble des prestations sociales est en hausse de 6,7 % en 2010, après + 9,9 % en 2009. Les années précédentes, elles augmentaient de moins de 4 %.

En 2010, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi a entretenu la croissance des prestations chômage versées par l'Assedic (+ 12 %, après + 38 % en 2009). Par ailleurs, la mise en place du revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA) à partir de mi-2009 s'est amplifiée en année pleine : les montants de cette prestation ont plus que doublé en 2010. Enfin, les retraites ont augmenté (+ 4,0 %), à un rythme toutefois moins soutenu que les années précédentes.

La consommation finale des administrations est moins dynamique que par le passé (+ 0,3 % hors inflation). Son impact sur le PIB devient très faible (+ 0,1 point).

■ Graphique 1- Taux de croissance en volume



Source : Insee, comptes nationaux, Cerom, comptes rapides

Comptes Rapides pour l'Outre-Mer (Cerom)

L'année 2010 marque la 6^e réalisation d'un compte économique rapide à La Réunion. Construit dans le cadre du projet tripartite Cerom entre l'Insee, l'AFD, et l'Iedom, il repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.



■ Tableau 1 - Le PIB et ses principales composantes en 2010

en milliards d'euros (valeur courante)	2010	Évolution en %		
		Volume	Prix	Valeur
Produit Intérieur Brut	14,90	- 0,2	2,5	2,3
Consommation des ménages	9,59	1,6	1,7	3,3
Consommation des administrations publiques	5,72	0,3	1,2	1,5
Investissement	3,15	-13,4	1,3	- 12,3
Importations de biens	4,26	- 1,1	3,7	2,5
Exportations de biens	0,28	6,2	3,2	9,6
Dépense des touristes	0,30	- 4,2	1,0	- 3,2

Source : Cerom , comptes rapides

Les importations se sont quant à elles légèrement redressées en valeur, mais elles ont subi une augmentation importante des prix. Ainsi, elles sont en retrait de 1,1 % en volume, ce qui confirme le manque de dynamisme de l'activité économique.

La demande extérieure n'a pas non plus permis de soutenir l'activité : elle contribue pour + 0,1 point à la croissance du PIB. Bien que les exportations augmentent de 6,2 % en volume, les dépenses des touristes reculent de 4,2 % à prix constants. Cette baisse compense en partie l'augmentation des exportations. En 2010, la hausse des exportations est portée en particulier par les produits de la mer (légines) et par les déchets et produits usagés.

L'investissement de nouveau en baisse

Cette année encore, l'investissement est estimé en baisse, de 8,1 % hors inflation et hors avions lourds, après - 13,4 % en 2009. En tenant compte des avions, la chute est de 13,4 % en 2010. Il semblerait que la confiance des entreprises dans la reprise économique ne soit pas encore solide.

Ainsi, les importations de biens d'équipement, hors avions lourds, diminuent de 4,1 %. Y compris les avions lourds, elles chutent de 23,6 %. En ce qui concerne le logement, les statistiques disponibles sont en forte baisse : les branchements électriques suivis par le Consuel chutent de 32 % pour les logements neufs. Ils augmentent néanmoins de 20 % pour la rénovation de logements anciens. Dans les travaux publics, la fin des grands chantiers précédents n'a pas trouvé de relais à la hauteur. Les budgets primitifs des administrations locales et les comptes de l'État sont ainsi en retrait de 11 % sur les projets d'investissement 2010.

Le BTP dans une situation toujours difficile

Par grands secteurs économiques, seuls les services marchands, y compris le commerce, semblent avoir surmonté la crise : la valeur ajoutée augmente de 3,7 %. Les autres secteurs sont en retrait, l'industrie de - 0,8 %, l'agriculture-sylviculture-pêche de - 4,2 % et enfin la construction de - 5,4 %.

Sous l'effet combiné de la stagnation du PIB en volume et de la croissance démographique, le PIB moyen par habitant baisse de 1,7 % à prix constants (+ 0,7 % en valeur). Il s'élève en 2010 à 17 700 euros, ce qui correspond à 60 % du PIB par habitant national. Depuis 2001, ce ratio s'était apprécié de façon continue (+ 10 points). Il s'est dégradé depuis 2009, sous l'effet de la croissance démographique plus importante à La Réunion et de l'évolution économique plus favorable au niveau national en 2010.

Faible redressement de la consommation et des revenus

En 2010, les effets de la crise perdurent et continuent d'affecter le marché du travail réunionnais. La progression de la consommation et des revenus s'en trouve altérée. Néanmoins, les revenus renouent avec une croissance modérée et la consommation progresse cette année un peu plus qu'en 2009.

En valeur, la consommation des ménages augmente de 3,3 % en 2010, gagnant ainsi 1,4 point par rapport à l'année précédente. Mais l'accélération de l'inflation (+ 1,5 % après + 0,5 % en 2009) contraint la croissance de la consommation des ménages à + 1,6 % à prix constants (après + 1 % en 2009). La croissance de la consommation des ménages fléchit ainsi depuis trois ans. Entre 1998 et 2007, elle s'établissait en moyenne à + 4,6 % par an.

Cette reprise modérée de la consommation des ménages s'accompagne d'une hausse de 11,4 % de la valeur des importations de biens de consommation.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie réunionnaise

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économétrique, de type keynésien, modèle dit "quasi-comptable". Il permet de projeter les comptes économiques d'une année à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. À La Réunion, ce modèle est construit avec 25 branches et 25 produits.

Le modèle est basé sur le tableau des entrées-sorties (TES) de la comptabilité nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération.

En conséquence, le modèle reproduit de façon mécanique la structure comptable déterminée par le passé. La projection du compte se fait selon la méthode de Léontieff, fondée sur les interactions entre branches et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Le modèle intègre peu de relations de comportement des agents et ne peut donc pas être utilisé pour simuler l'impact de changements de ces comportements.

Les plus fortes hausses concernent les biens d'équipement du foyer (+ 19,5 %), l'édition (+ 14 %) et l'habillement (+ 13 %).

Néanmoins, les achats importants des ménages ont été de nouveau reportés cette année. La nouvelle baisse du montant des crédits à la consommation (- 3 %) illustre cet attentisme. Ainsi, pour la troisième année consécutive, les immatriculations de véhicules neufs par les particuliers diminuent de 5,9 % d'après les premières estimations. Parallèlement, les importations de voitures particulières neuves se contractent de 3,2 %.

En valeur, le revenu disponible brut des ménages (RDBM) s'apprécie de 3,5 %, après + 2,1 % en 2009 (tableau 2). Cependant, cette croissance reste bien en deçà de la moyenne décennale (+ 6 %). L'inflation plus marquée a pesé sur le RDBM en volume qui augmente de 1,9 % à prix constants. En moyenne par habitant, le revenu disponible brut progresse de 1,9 % en valeur et de 0,4 % en volume, du fait de l'accroissement de la population.

La masse salariale du BTP poursuit sa chute

En 2010, les salaires versés à La Réunion augmentent de 2,6 %, après une réduction de 0,4 % en 2009. La masse salariale du secteur public progresse de 2 %. Deux éléments concourent à cette hausse : l'augmentation de 0,7 % de la valeur du point d'indice d'une part

et la légère hausse des salaires distribués dans la fonction publique locale et nationale d'autre part.

Dans le privé, la masse salariale augmente plus significativement, de 2,9 %. Néanmoins, les plus bas salaires sont peu revalorisés : le salaire minimum interprofessionnel de croissance horaire (Smic) ne croît que de 0,5 % en 2010.

Par secteur (*graphique 2*), l'évolution de la masse salariale est contrastée. Fortement touché par la crise de l'emploi depuis 2 ans, le secteur de la construction subit la plus forte baisse (- 7,6 %). Il a encore perdu des emplois en 2010. La réduction des commandes privées et publiques agit ainsi négativement sur le niveau des revenus distribués.

Dans l'industrie, la masse salariale croît de 1,2 % cette année. Néanmoins, le secteur industriel lié à l'activité du BTP est touché, et ses revenus diminuent : - 7,3 % dans l'industrie des produits minéraux et - 4,6 % dans celle des biens d'équipement. Les salaires distribués progressent dans les autres secteurs industriels.

Dans les services marchands, y compris le commerce, la reprise de l'activité se confirme : la masse salariale augmente de 5,9 %. La masse salariale des services aux particuliers progresse fortement (+ 17,8 %), grâce au bon niveau de l'emploi.

Les salaires dans l'hôtellerie et la restauration augmentent de 6,8 %, ce secteur profitant du regain

■ Tableau 2 - Évolution du revenu disponible des ménages

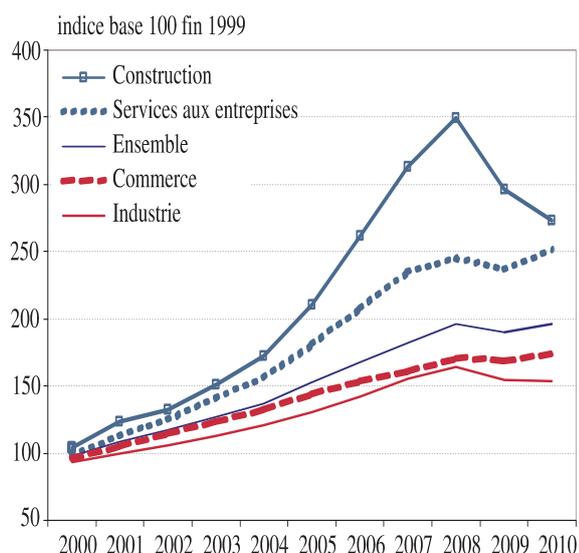
en %

	Total		Par habitant	
	en valeur	en volume	en valeur	en volume
2009-2010	3,5	1,9	1,9	0,4
Moyenne annuelle 2000-2010	6,0	4,0	4,4	2,5

1. Le revenu disponible brut des ménages additionne leurs revenus d'activité perçus (salaires et revenus des non salariés), les prestations sociales qui leur sont versées, le solde de leurs revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que le solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).

Source : Cerom - Comptes rapides

■ **Graphique 2 - Masse salariale des secteurs marchands : la construction en chute libre**



Source : Insee - Epure

du tourisme d'agrément en 2010. La masse salariale dans les transports progresse également de 8,1 %.

Par contre, les difficultés de la branche automobile freinent la croissance des salaires du secteur commerce et réparation automobile. Les salaires versés n'ont augmenté que de 1 %.

Les prestations chômage poursuivent leur envolée

Les prestations sociales en espèce, qui sont une composante importante du revenu des ménages réunionnais (environ 30 %), augmentent de nouveau fortement cette année, de 6,7 %. Les montants versés atteignent 2,8 milliards d'euros.

La Caisse d'allocation familiale demeure le principal pourvoyeur de prestations sociales, avec une somme distribuée de 1,12 milliard d'euros (hors logement). Néanmoins, les allocations versées par la caisse augmentent peu (+ 1,6 %).

Les montants des retraites distribués se chiffrent à 1,08 milliard d'euros, soit une progression de + 4 % en un an. Depuis 2007, les montants de retraite progressent plus faiblement d'année en année. L'année 2010 ne fait pas exception.

Plus marquée, l'augmentation des montants versés par les Assedic s'élève à 12 %, en lien avec la dégradation continue du marché du travail. Ainsi, les versements atteignent cette année un niveau record, avec 525 millions d'euros.

Enfin, les montants versés au titre du revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA) ont presque

triplé cette année. Ainsi, 98 millions d'euros ont été distribués, contre 36 millions en 2009.

Cette hausse est mécaniquement liée au nombre de versements effectués, qui passent de 144 000 en 2009 à 409 000 en 2010. Le RSTA est alloué aux personnes sous contrat dont le revenu brut est inférieur ou égal à 1,4 Smic. Les premiers versements ont eu lieu à la mi-2009.

■ **Michel BRASSET**
chef de la division "comptes économiques et analyses macro-économiques" - Insee Réunion

■ **Cédric RÉALE**
chargé des comptes rapides - Insee Réunion.



Les publications

- Guadeloupe**
 - « Cycle de vie du tourisme en Guadeloupe », octobre 2008.
 - « Guadeloupe : une économie en déficit... d'image », mars 2004.
- Guyane**
 - « Guyane - Suriname, une meilleure connaissance mutuelle pour une coopération renforcée », décembre 2008.
- La Réunion**
 - « Compte satellite du tourisme 2005 », décembre 2009.
 - « Le secteur de l'environnement à la Réunion », juillet 2009.
 - « Émergence de nouveaux moteurs de croissance », novembre 2005.
 - « Une double transition presque réussie : chômage, productivité et politique de l'emploi à La Réunion », octobre 2004.
 - « Les entreprises à La Réunion 2000 - 2008 », avril 2011.
- Martinique**
 - « Les entreprises en Martinique », juin 2007.
- Mayotte**
 - « Évaluation du PIB à Mayotte », mai 2005.
 - « Mutations et évolutions de l'économie mahoraise à la veille de la départementalisation », novembre 2010.
- Nouvelle-Calédonie**
 - « Les comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie en 2008 », janvier 2010.
 - « Les défis de la croissance calédonienne », décembre 2008.
 - « Les entreprises de Nouvelle-Calédonie », avril 2011.
- Polynésie française**
 - « L'économie polynésienne post CEP : une dépendance difficile à surmonter 1995 - 2003 », janvier 2008.
 - « Comparaison des prix entre la Polynésie et la France métropolitaine en mars 2010 », janvier 2011.
- Saint-Pierre-et-Miquelon**
 - « Premières synthèses sur l'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2004 », septembre 2006.
- Wallis-et-Futuna**
 - « Évaluation du PIB de Wallis-et-Futuna », janvier 2009.
- Régions ultrapériphériques**
 - « L'ultrapériphéricité définit-elle un modèle de croissance », mars 2008.

